

ST N° 2026-36

ARRETE MUNICIPAL DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Ville de Tain-l'Hermitage ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route ;
Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L.113-1 ;
Vu l'arrêté municipal n° 2024-137 portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune de Tain-l'Hermitage ;
Vu l'arrêté interministériel modifié le 19/01/1982 approuvant l'instruction relative à la signalisation routière ;
Vu le nouveau Code Pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;
Vu le décret 86-475 du 14/03/1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route ;
Vu la demande présentée par l'entreprise BPI FACADES représentée par Monsieur FAURE Mickaël le 06/02/2026 pour des travaux de ravalement de façade sur la commune de TAIN L'HERMITAGE.
Considérant que par mesure de sécurité, il y a lieu de réglementer la circulation des piétons, des cyclistes et des automobilistes au droit du chantier ;

ARRETE

Article 1 :

L'entreprise BPI FACADES est autorisée à effectuer des travaux de ravalement de façade au 20 rue Emile Friol sur la commune de TAIN L'HERMITAGE

du 23/02/2026 au 09/03/2026 soit 15 jours.

Article 2 :

Pour les besoins du chantier, 2 places de stationnement seront neutralisées suivant le plan de situation ci-annexé.

L'entreprise veillera au respect des droits des riverains et leur accès devra être préservé.

La signalisation réglementaire sera mise en place par les soins et à la charge de l'entreprise **8 jours avant l'intervention**

Les travaux seront balisés conformément à la réglementation en vigueur.

Toutes dispositions devront être prises pour que la chaussée et ses abords soient dégagés de tout obstacle et remis en parfait état à la fin du chantier.

Article 3 :

L'entreprise sera entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient être le fait de son chantier. Sa responsabilité pourra être engagée dans le cas où cette dernière serait recherchée.



Article 4 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois en vigueur.

Article 5 :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Madame la directrice générale des services de la mairie, le commandant de brigade de gendarmerie, le responsable de la police municipale, le directeur des services techniques, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

TAIN-L'HERMITAGE, le 12/02/2026

Publié le : 13/02/2026

**Monsieur le Maire,
Xavier ANGELI**

